

PERRINE THULARD

Association Loi du 1^{er} juillet 1901

*9 boulevard du Maréchal Leclerc
53600 EVRON*

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport sur les comptes annuels



— AUDIT —

Sylvain BEGENNE
Sophie DELSAUX
Sophie GRANIER
Rémi LAMBERT
Quentin LE MEUR
Matthieu FOUQUERON
Anne PANANCEAU-MOCHER
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX

Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de l'association PERRINE THULARD,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PERRINE THULARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Dons et fonds dédiés » et « Provisions » de l'annexe des comptes annuels qui exposent les modalités de comptabilisation, au 31 décembre 2024, des provisions réglementées et fonds dédiés, notamment la partie correspondant à des fonds dont l'Association a reçu l'accord des financeurs pour reporter les soldes non utilisés par nature d'opération et établissement au 31 décembre 2024.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Principes comptables généraux » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

La note de l'annexe « Dons et fonds dédiés » expose les distinctions entre fonds dédiés sur investissements et fonds dédiés sur exploitation. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'Association sur lesquelles se fondent les classifications et sommes inscrites au passif.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE ASSOCIATIVE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé
Signé numériquement
Pour **TGS France Audit**,

Rémi LAMBERT
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement	30 183	20 395	9 789	0,05	2 025	0,01
. Frais de recherche et développement	4 440	4 440				
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 856	7 856				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	67 538	5 915	61 623	0,30	65 000	0,34
. Constructions	19 726 778	8 359 776	11 367 002	54,58	11 823 363	62,03
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	930 480	618 448	312 032	1,50	347 554	1,82
. Autres immobilisations corporelles	2 783 931	2 365 446	418 485	2,01	365 601	1,92
. Immobilisations corporelles en cours	2 942 401		2 942 401	14,13	1 542 263	8,09
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	2 876		2 876	0,01	2 793	0,01
. Autres titres immobilisés	550 015		550 015	2,64	550 015	2,89
. Prêts						
. Autres	10 280		10 280	0,05	10 280	0,05
TOTAL (I)	27 056 777	11 382 275	15 674 502	75,26	14 708 894	77,17
Compte de liaison						
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	16 604		16 604	0,08	4 964	0,03
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	243 451	7 000	236 451	1,14	284 306	1,49
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	250 479		250 479	1,20	1 283 367	6,73
Valeurs mobilières de placement	1 038 156		1 038 156	4,98	398 156	2,09
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	3 530 689		3 530 689	16,95	2 334 790	12,25
Charges constatées d'avance	80 035		80 035	0,38	45 010	0,24
TOTAL (II)	5 159 413	7 000	5 152 413	24,74	4 350 594	22,83
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	32 216 191	11 389 275	20 826 915	100,00	19 059 487	100,00

Bilan Passif

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	636 561	3,06	636 561	3,34
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires	1 375 000	6,60	1 375 000	7,21
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	34 969	0,17	34 969	0,18
. dont réserves sous gestion propre				
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	1 171 191	5,62	1 171 191	6,14
. Autres				
Report à nouveau	-357 193	-1,71	-360 398	-1,88
. dont report à nouveau sous gestion propre				
. report à nouveau activités sociales et médico-sociales	453 524	2,18	402 216	2,11
Excédent ou déficit de l'exercice	189 213	0,91	54 513	0,29
. dont résultats sous gestion propre				
. dont résultats des activités sociales et médico-sociales				
Situation nette (sous total)	3 503 265	16,62	3 314 052	17,39
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	3 414 601	16,40	3 145 387	16,50
Provisions réglementées	13 838	0,07	13 838	0,07
TOTAL (I)	6 931 703	33,28	6 473 277	33,96
Comptes de liaison				
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	3 114 418	14,95	3 165 742	16,61
TOTAL (II)	3 114 418	14,95	3 165 742	16,61
PROVISIONS				
Provisions pour risques	230 959	1,11	207 361	1,09
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	230 959	1,11	207 361	1,09
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 457 801	40,61	6 817 348	35,77
Emprunts et dettes financières diverses	226 192	1,09	214 037	1,12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	309 733	1,49	381 814	2,00
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	1 460 235	7,01	1 735 858	9,11
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 209	0,07	12 459	0,07
Autres dettes	80 665	0,39	51 591	0,27
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	10 549 835	50,65	9 213 107	48,34
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 826 915	100,00	19 059 487	100,00

Compte de résultat

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	80		80			0,00
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales						
- Ventes de prestations de services	120 182		147 365		-27 183	-18,44
- dont parrainages						
- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	71 642		32 251		39 391	122,14
- Contributions des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	10 733 172		10 297 992		435 180	4,23
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières			90 819		-90 819	-100,00
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	20 487		13 072		7 415	56,72
Utilisations des fonds dédiés	146 123		146 968		-845	-0,56
Autres produits	23 353		14 625		8 728	59,68
Total des produits d'exploitation (I)	11 115 038		10 743 171		371 867	3,46
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	2 553 928		2 354 007		199 921	8,49
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	635 064		578 156		56 908	9,84
Salaires et traitements	4 778 120		4 721 938		56 182	1,19
Charges sociales	2 044 127		1 986 555		57 572	2,90
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	706 675		649 070		57 605	8,86
Dotations aux provisions	44 085				44 085	N/S
Reports en fonds dédiés	94 798		380 000		-285 202	-75,04
Autres charges	17 611		13 089		4 522	34,55
Total des charges d'exploitation (II)	10 874 407		10 682 815		191 592	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	240 630		60 356		180 274	298,68
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés	28 160		10 655		17 505	164,29
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)	28 160		10 655		17 505	164,29
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	206 392		148 880		57 512	38,83
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Total des charges financières (IV)	206 392	148 880	57 512	38,63
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-178 232	-138 226	-40 006	-28,93
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	62 398	-77 870	140 268	180,13
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	126 815	132 464	-5 649	-4,25
Reprises sur provisions et transferts de charges				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	126 815	132 464	-5 649	-4,25
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion		81	-81	-100,00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)		81	-81	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	126 815	132 383	-5 568	-4,20
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	11 270 013	10 886 289	383 724	3,52
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 080 800	10 831 776	249 024	2,30
EXCEDENT OU DEFICIT	189 213	54 513	134 700	247,10
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

Association Perrine Thulard Exercice clos le 31/12/2024

Comptes annuels agrégés
9 Boulevard du Maréchal Leclerc
53600 EVRON

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 4 avril 2025 par le Conseil d'Administration de l'Association.

Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

A- Description de l'objet social et des activités de l'association

L'association Perrine THULARD, fondée en 2005, a pour objet « d'assurer l'accueil, l'entretien, l'éducation et la rééducation avec tous les soins nécessaires et par tous moyens, travail ou autre, des personnes âgées et/ou handicapées, en vue de l'épanouissement global de la personne dans ses dimensions humaines et spirituelles ».

Elle gère, sans but lucratif, tout dispositif permettant de répondre à cet objectif. Elle s'engage à respecter les valeurs portées par la Congrégation des Sœurs de la Charité Nôtre Dame d'Evron, fondatrice, avec pour objectif fondamental la prise en compte des personnes dépendantes (personnes âgées et personnes atteintes d'handicap physique ou mental quel que soit l'âge). Sa durée est illimitée et son siège social situé à Evron (53600).

L'association gère 3 établissements et services :

	<u>EHPAD RESIDENCE PERRINE THULARD</u>	<u>MAS LE BEL AUBEPIN</u>	<u>EHPAD LA PROVIDENCE</u>
Adresse	9 Bd du Maréchal Leclerc BP 0237 53 602 EVRON Cédex	2, Rue de la Libération BP 0207 53600 EVRON Cédex	20, Rue Ste Anne BP 50028 72220 ECOMMOY Cédex
Téléphone	02 43 26 31 31	02 43 01 62 54	02 43 42 10 71
Télécopie	02 43 37 90 57	02 43 01 79 26	02 43 42 04 47
Email	residence.perrine.thulard@orange.fr	masbacompta@wanadoo.fr	ecom-la-providence@wanadoo.fr
Code FINESSE	530006758	530029156	72000417
N° SIRET	510 466 501 00028	510 466 501 00036	510 466 501 00044
Catégorie	EHPAD - Convention tripartite	Financement CPAM suite décision ARS	EHPAD - Convention tripartite
Capacité autorisée	En section hébergement : 60 lits autorisés	En section hébergement : 38 lits autorisés	En section hébergement : 80 lits autorisés

Le siège situé à Evron assure une gestion centralisée des établissements grâce aux différents services mis en place : service RH, financier technique et informatique.

B- Evènements significatifs de l'exercice

Le montant des immobilisations en cours au sein de l'EHPAD La Providence s'élève à 2 938 363 € au 31/12/2024.

C- Evénements postérieurs à la clôture

La réhabilitation de la 2^{ème} phase de l'EHPAD La Providence sera activé au 1^{er} janvier 2025 pour un montant de 2 808 368 €.

Principe, règles et méthodes comptables

A- Principes généraux

1. *Cadre légal de référence*

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France, et notamment :

- Le règlement comptable ANC n°2018-06 complété par le règlement ANC n°2020-08, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2020, aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, et qui succède au règlement CRC n° 1999-01 ;
- Le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- L'ANC n°2019-04 spécifique aux établissements sociaux et médico-sociaux.

Il est fait application des recommandations de l'Ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Il est également fait application de l'instruction fiscale du 18 décembre 2006.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

2. *Durée et période de l'exercice comptable*

La durée de l'exercice est de 12 mois et concerne la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

3. *Méthode de présentation du bilan et du compte de résultat*

Le compte de résultat et le bilan cumulent l'ensemble des comptes des établissements et services sous gestion contrôlée, ainsi que les établissements sous gestion propre. Les comptes de liaison entre établissements sont neutralisés au bilan associatif.

Les résultats de l'Association font l'objet d'une affectation proposée par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.

Les résultats soumis au contrôle de tiers financeurs figurent sur les lignes spécifiquement réservées à cet effet à savoir :

- Les réserves des activités sociales et médico-sociales ;
- Les reports à nouveau des activités sociales et médico-sociales ;
- Les résultats des activités sociales et médico-sociales.

Pour les établissements sous contrôle de tiers financeurs et n'ayant pas signé de CPOM (« Contrat pluriannuel d'objectif et de moyens », le compte administratif fait apparaître le résultat de l'exercice plus ou moins l'éventuelle reprise de N-2 selon les règles prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

B- Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan actif

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Evaluation des biens à leur entrée

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont inscrites en comptabilité pour leur coût d'acquisition incluant les frais accessoires sur achats. Les frais accessoires comprennent également les honoraires versés pour l'acquisition des immobilisations ainsi que les taxes que l'association ne peut pas récupérer. Les coûts des emprunts sont exclus des coûts d'entrée des immobilisations.

Les immobilisations décomposables sont constituées exclusivement des biens immobiliers. Les autres immobilisations ne sont pas décomposées.

Les immeubles acquis après le 01/01/2005 sont évalués et amortis en tenant compte des composants lors de l'entrée de l'immeuble dans la comptabilité.

Les immeubles acquis avant le 01/01/2005 ont été évalués selon la méthode prospective d'après une table de décomposition largement admise dans le milieu associatif.

Les immobilisations encours sont constituées des acomptes versés, des travaux réalisés ainsi que des achats effectués sur des subventions perçues. Les immobilisations encours commencent à être amorties dès leur achèvement ou dès leur première utilisation.

b) Valeur actuelle des éléments et amortissements

Les méthodes d'évaluation d'amortissement et de dépréciation des actifs introduites par le règlement CRC n°2002-10 (repris par l'ANC 2014-03) sont appliquées à l'ensemble des immobilisations. L'Association applique la méthode dite « d'amortissement par composants ».

Les terrains n'ont pas été distingués des constructions.

Il n'a pas été constaté de valeur résiduelle sur les bâtiments.

Les amortissements des immobilisations ainsi que le cas échéant de leurs composants sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation prévue :

• Frais de restructuration	5 ans
• Logiciels informatiques	1 an
• Bâtiments	10 à 50 ans
• Agencement terrains	10 ans
• Aménagement des constructions	3 à 25 ans
• Construction sur sol d'autrui	5 à 50 ans
• Matériel	1 à 20 ans
• Matériel éducatif	5 à 10 ans
• Installations générales et agencements divers	3 à 15 ans
• Matériel de transport	4 à 5 ans

- | | |
|--|------------|
| • Matériel de bureau et informatique | 2 à 15 ans |
| • Mobilier | 2 à 20 ans |
| • Autres immobilisations corporelles | 2 à 20 ans |
| • Autres immobilisations corporelles soins | 1 à 10 ans |

2. Immobilisations financières

Elles sont évaluées à leur coût historique et comprennent essentiellement des parts sociales souscrites à l'occasion d'emprunts et crédits-bails.

3. Valorisation et dépréciation des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement (VMP)

Ces postes regroupent les placements à court et moyen terme, valeurs mobilières de placement, livrets d'épargne et les comptes de dépôt.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition net de frais. Lors des cessions, la valeur d'entrée de la fraction cédée est calculée selon la méthode « premier entré, premier sorti » (FIFO).

Les plus-values latentes sur valeurs mobilières ne sont pas comptabilisées.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

C- Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan passif

1. Fonds propres

Les fonds propres comprennent des fonds des établissements sous contrôle ACT et des fonds des établissements autofinancés.

• Fonds associatifs sans droit de reprise :

Inscription des libéralités ayant le caractère d'apport reçues depuis l'origine.

Conformément à l'application de l'ANC 2018-06, les subventions sur bien renouvelables » n'existent plus. Ces subventions ont été reclassées en subventions d'investissement amortissables ou reclassées en report à nouveau.

• Réserves :

Ce poste comprend :

- ✓ Les autres réserves.

Ce poste est également composé des réserves spécifiquement applicables aux établissements sociaux et médico-sociaux sous gestion contrôlée en application du Code de l'Action Sociale et des Familles, à savoir :

- ✓ Les réserves « excédents affectés à l'investissement »,
- ✓ Les réserves de compensation,
- ✓ Les réserves « excédents affectés à la couverture du BFR »,

Ces réserves sont clairement identifiées dans le poste « Réserves des activités sociales et médico-sociales ».

- **Report à nouveau :**

Il comprend :

- ✓ L'ensemble des reports à nouveau des établissements sous gestion libre,
- ✓ Les dépenses refusées et/ou non opposables par l'ACT, c'est-à-dire les dépenses d'exercices antérieurs rejetées par l'autorité de tarification lors de l'examen des comptes administratifs,
- ✓ Les dépenses non opposables aux tiers financeurs : il s'agit d'un poste comprenant l'affectation des dépenses qui ne peuvent être autorisées par les tiers financeurs, telles que les provisions pour congés payés.

Les « reports à nouveaux » des activités sous gestion contrôlée sont clairement identifiées dans le poste « Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales »

- **Résultat de l'exercice :**

Les résultats présentés correspondent aux résultats comptables intégrant les reprises de résultats antérieurs décidées par les autorités de tarification sur l'exercice en cours (reprise d'excédents ou de déficit). Les retraitements identifiés au niveau du compte de résultat permettent d'obtenir le résultat effectif sans reprise des résultats antérieurs.

Conformément au règlement ANC 2019-04, Les « Résultats » des activités sous ACT sont clairement identifiés dans le poste « Résultats des activités sociales et médico-sociales »

- **Subventions d'investissements sur biens non renouvelables par l'association :**

Les subventions d'investissements sont comptabilisées directement au passif du bilan et sont reprises en compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens pour l'acquisition desquels elles ont été versées.

- **Provisions réglementées :**

Ce poste comprend uniquement les provisions réglementées pour plus-value nette d'actif. Ces provisions sont constituées lorsqu'un établissement sous ACT constate une plus-value dans le cadre d'une cession d'immobilisation et qu'elle souhaite la neutraliser conformément à l'instruction financière et budgétaire applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux.

Cette allocation est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir. Ces provisions sont ensuite reprises au fur et à mesure des charges d'amortissement et des frais financiers constatés liés au nouvel investissement.

Conformément à l'application du règlement ANC 2018-06, les provisions pour renouvellement des immobilisations ont été réaffectées en Fonds dédiés pour investissement.

2. Provisions pour risques et charges

Elles comprennent une provision pour indemnités de départ en retraite et de congés maladie. La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées service prorata.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'association correspond à la somme des engagements individuels.

D- Règles et méthodes comptables relatives au compte de résultat

1. Subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées lors de la notification de l'organisme financeur. Si ces subventions sont fixées de façon pluriannuelle elles font l'objet d'un suivi année après année via le poste comptable produits constatés d'avance.

2. Résultat par établissement

Les résultats des établissements de l'association se présentent comme suit :

	La Providence	Le Bel Aubépin (MAS)	La Résidence Perrine Thulard	Le Siège	Total
Produits d'exploitation	4 202 349	3 789 899	3 122 232	557	11 115 037
<i>dont produits de tarification</i>	<i>4 135 913</i>	<i>3 634 790</i>	<i>2 962 469</i>	-	<i>10 733 172</i>
Charges d'exploitation	4 080 715	3 835 910	2 957 621	161	10 874 407
<i>dont charges de personnel</i>	<i>2 569 325</i>	<i>2 542 099</i>	<i>1 710 823</i>	-	<i>6 822 247</i>
Résultat d'exploitation	121 634 -	46 011	164 611	396	240 630
Résultats financiers et except.	- 38 931	25 266 -	37 752	- -	51 417
Résultat comptable	82 703 -	20 745	126 859	396	189 213
Reprise de résultat et CP	10 127	21 896 -	1 672	-	30 352
Résultat effectif	92 830	1 151	125 187	396	219 565

Notes sur le bilan actif

1. Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

IMMOBILISATIONS	SOLDE 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Reclassement +	Reclassement -	SOLDE 31/12/2024
*Incorporelles						
<i>Fonds commercial</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Frais d'établissement et frais d'études</i>	20 790	-	-	-	-	20 790
<i>Autres postes d'immo</i>	13 161	8 528	-	-	-	21 689
*Corporelles						
<i>Terrain</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Constructions et agencements</i>	19 733 376	60 940	-	-	-	19 794 316
<i>Installations techniques et générales</i>	873 555	56 925	-	-	-	930 480
<i>Aménagement divers</i>	774 279	18 695	-	-	-	792 974
<i>Matériels de transport</i>	159 962	-	-	-	-	159 962
<i>Matériels de bureau et informatique</i>	212 846	34 838	-	-	-	247 684
<i>Mobilier</i>	1 079 275	81 905	-	-	-	1 161 180
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	418 151	3 980	-	-	-	422 131
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	1 542 263	1 430 799	30 661	-	-	2 942 401
<i>Avances et acomptes</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Biens reçus par legs ou donations dest. À être vendus</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Immobilisation grevée de droit</i>	-	-	-	-	-	-
* Financières						
<i>Autres participations</i>	2 793	83	-	-	-	2 876
<i>Autres titres immobilisés</i>	550 015	-	-	-	-	550 015
<i>Prêts et autres immo financières</i>	10 280	-	-	-	-	10 280
TOTAL	25 390 747	1 696 692	30 661	-	-	27 056 777

Les mouvements des amortissements sont les suivants :

AMORTISSEMENTS	SOLDE 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Reclassement +	Reclassement -	SOLDE 31/12/2024
*Incorporelles						
<i>Frais d'établissement et frais d'études</i>	22 270	-	-	-	-	22 270
<i>Fonds commercial</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Autres postes d'immo incorporelles</i>	9 656	765	-	-	-	10 421
*Corporelles						
<i>Terrain</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Construction</i>	7 845 013	520 677	-	-	-	8 365 690
<i>Installations techniques et générales</i>	526 001	92 448	-	-	-	618 448
<i>Aménagement divers</i>	692 818	19 750	-	-	-	712 568
<i>Matériels de transport</i>	159 962	-	-	-	-	159 962
<i>Matériels de bureau et informatique</i>	163 539	17 640	-	-	-	181 179
<i>Mobilier</i>	845 783	48 264	-	-	-	894 047
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	416 811	878	-	-	-	417 689
<i>Immo corporelles en cours</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Avances et acomptes</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Biens reçus dest. À être légués</i>	-	-	-	-	-	-
TOTAL	10 681 853 €	700 422 €	- €	- €	- €	11 382 275 €

2. Etat des créances

	CREANCES	TOTAL			
		MONTANT BRUT	A un an au Plus	Plus d'un an à 5 ans	Plus de 5 ans
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	2 876			2 876
	Prêts				-
	Autres immobilisations financières	550 015			550 015
ACTIF CIRCULANT	Redevables et comptes rattachés	236 451	236 451		
	Créances reçues par legs ou donations				
	Fournisseurs débiteurs	16 604	16 604		
	Personnel et comptes rattachés				
	Etat et collectivités publiques	-	-		
	Autres créances	250 479	250 479		
	Charges constatées d'avance	80 035	80 035		
	Ecart de conversion actif				
	TOTAL	1 136 460 €	583 569 €	- €	552 891 €

Les produits à recevoir s'élèvent à 120 181 €

Dont :

Redevables et comptes rattachés :

Personnel et comptes rattachés : 23 701 €

Etat et collectivités publiques : 71 642 €

Autres Créances : 24 838 €

3. Les valeurs mobilières de placement

Une dépréciation est réalisée lorsque le cours de bourse ou l'évaluation de la valeur des autres titres détenus à la clôture est inférieur à leur valorisation au bilan.

Au 31 décembre 2024, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 1 038 156 € brut et correspondent uniquement à des comptes à termes.

Aucune dépréciation n'a été constatée.

Comptes de régularisation actif :

Charges constatées d'avance 80 035 €

Notes sur le bilan passif

1. Les fonds Propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	31/12/2023	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU		31/12/2024
		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	
Dotation	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds associatifs	2 011 561	-	-	-	-	-	-	2 011 561
Réserves statutaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Fonds Propres avec/sans droit de rep.	2 011 561	-	-	-	-	-	-	2 011 561
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve Immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve de Prévoyances	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve de Capitalisation	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves d'investissements	421 947	-	-	-	-	-	-	421 947
Réserves de Trésorerie	56 744	-	-	-	-	-	-	56 744
Réserves de compensation	727 468	-	-	-	-	-	-	727 468
Réserves de compensation des amort.	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Réserves	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits des propriétaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Réserves	1 206 160	-	-	-	-	-	-	1 206 160
Report à nouveau	41 818	54 513	-	-	-	-	-	96 331
- <i>Activité encadrée</i>	16 547	51 308	-	-	-	-	-	67 855
- <i>Gestion libre</i>	25 272	3 205	-	-	-	-	-	28 477
Résultat en instance d'affectation	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	54 513	54 513	-	209 958	-	20 745	-	189 213
- <i>Activité encadrée</i>	51 308	51 308	-	209 562	-	19 745	-	188 817
- <i>Gestion libre</i>	3 205	3 205	-	396	-	-	-	396
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	3 145 387	-	-	396 028	-	11 815	-	3 414 601
Provisions réglementées	13 838	-	-	-	-	-	-	13 838
TOTAL	6 473 277	-	-	605 986	-	147 560	-	6 931 703

Document signé électroniquement

Fonds associatifs avec droit de reprise :**1 375 000,00 Euros**

- Apport de la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron : 1 375 000,00 Euros

Comme condition essentielle et déterminante du présent rapport, la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame D'Evron se réserve la faculté de récupérer tout ou partie de la somme apportée dans les cas suivants :

- Pour le cas où l'association serait dissoute,
- Pour le cas où l'établissement perdrait son caractère désintéressé, par l'ouverture d'une procédure collective (faillite, liquidation ou redressement judiciaire,)
- En cas de vente, de cession, de cessation du droit d'exploitation directe pour quelque cause que ce soit.

Concernant la somme de 1 000 000 €, en cas d'exercice du droit de reprise anticipée, il est convenu de maintenir une équivalence entre la somme apportée et l'indice national du coût à la construction, tel que cet indice est publié par l'INSEE, pour le premier trimestre 2007 ressortant à 1.385 ; par la suite, la somme à payer par l'Association Résidence Perrine THULARD, en vertu des présentes, sera calculée de la manière suivante :

- A la date du droit de reprise, la somme apportée sera réévaluée en se référant au dernier indice publié par l'INSEE, si celui-ci est supérieur à celui de référence.
- Toutefois, pour limiter les effets de l'indexation, il est expressément convenu que le montant de la somme réévaluée dépassant le nominal de la somme apportée ne sera retenu qu'à hauteur de 50%.

Le 19 octobre 2017 la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron a fait un apport financier avec droit de reprise anticipée au profit de l'association pour un montant de 200 000 €. Cette somme a été versée dans le cadre de la restructuration actuelle de la MAS Le Bel Aubépin.

Le 13 janvier 2022, la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron a fait un apport financier avec droit de reprise au profit de l'association pour un montant de 175 000 €. Cette somme a été versée dans le cadre du projet immobilier en cours à l'EHPAD « la Providence » situé à Ecommoy.

3. Les provisions et dépréciations

PROVISIONS	SOLDE 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Reclassement +	Reclassement -	SOLDE 31/12/2024
*Provisions réglementées	13 838					13 838
*Provisions risques et charges	207 361	44 085	20 487			230 959
*Dépréciations	-					-
*Provisions pour fonds dédiés	3 165 742	76 965	128 290	-		3 114 418
TOTAL	3 386 940 €	121 050 €	148 776 €	- €	- €	3 359 214 €

4. Etat des dettes

DETTE	TOTAL			
	MONTANT BRUT	A un an au Plus	Plus d'un an à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligatoires				
Emprunts et dettes auprès des Etab de Crédit (1) (2)	8 457 801	477 180	1 546 022	6 434 599
Emprunts et dettes financières diverses	226 192	226 192		
Avances et acomptes reçus clients				
Fournisseurs et comptes rattachés	309 733	309 733		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	1 460 235	1 460 235		
Autres dettes	95 874	95 874		
Produits constatés d'avances				
Ecart de conversion passif				
TOTAL	10 549 835 €	2 569 214 €	1 546 022 €	6 434 599 €

(1) dont souscription nouvel emprunt 1 890 000

dont remboursement emprunt 301 710

(2) Dont Intérêts courus 104 935

Les charges à payer s'élèvent à 1 046 979 €

Dont :

Intérêts courus sur emprunts : 104 935 €

Banque :

Dettes fournisseurs : 57 628 €

Dettes Fiscales et Sociales : 884 416 €

Autres Dettes : 0 €

Comptes de régularisation passif :

Produits constatés d'avance : 0 €.

Autres informations

1. Dons et fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES	31/12/2023	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	31/12/2024	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
liées aux investissements	-	-	-	-	-	-	-
liées aux formations	-	-	-	-	-	-	-
Dispositifs "culture et Santé"	-	-	-	-	-	-	-
Dons et subventions dédiés des comités régionaux et locaux	-	-	-	-	-	-	-
Contributions financières des activités ESMS	3 165 742	76 965	128 290	-	-	3 114 418	100 800
liées aux indemnités de retraite	68 062	55 000	-	-	-	123 062	21 755
liées au personnel non pérenne	73 217	-	10 000	-	-	63 217	-
liées au CPOM	25 105	-	-	-	-	25 105	25 105
liées au fonctionnement	30 588	-	-	-	-	30 588	30 588
liées à la maintenance logiciel PSI	9 507	-	1 356	-	-	8 151	-
liées aux legs et donations	24 221	-	352	-	-	23 869	2 872
liées aux petits matériels de soins	-	12 165	-	-	-	12 165	-
liées aux investissements	2 695 838	-	83 918	-	-	2 611 920	-
divers	101 307	-	8 237	-	-	93 070	-
liées aux formations	24 896	9 800	2 150	-	-	32 546	-
liées à l'autisme	113 001	-	22 277	-	-	90 724	20 480
liées à la qualité	-	-	-	-	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	-	-	-	-
Dons dédiés	-	-	-	-	-	-	-
Dons, legs et mécénats dédiés à la recherche	-	-	-	-	-	-	-
Legs dédiés à l'enseignement universitaire	-	-	-	-	-	-	-
Dons et legs dédiés à l'éducation des chiens guides	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 165 742	76 965	128 290	-	-	3 114 418	100 800

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini. »

Deux types de fonds dédiés sont distingués :

- Fonds dédiés sur investissements : correspondent à la part non consommée des sommes reçues servant à acquérir ou produire une immobilisation. Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition ou le coût de production est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations. »
- Fonds dédiés sur mesures d'exploitation : correspondent à la part non consommée des sommes reçues servant à réaliser une action dédiée.

2. Effectif des salariés et Rémunérations

Moyenne des effectifs de l'année :

Catégories de personnel	Hommes	Femmes
Cadres	2	5
Agents de maîtrise	1	0
Employés sociaux	11	124
TOTAL	14	129

Rémunérations :

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23/05/2006 sur le volontariat associatif, il est précisé que les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le président et les deux-vices-présidents et qu'ils ne sont pas rémunérés.

3. Engagements donnés et reçus

Engagements donnés :

Indemnités de fin de carrière :

Les engagements de départ à la retraite sont calculés selon la recommandation CN n°03.5.01. Le calcul de ces engagements est effectué en considérant l'ensemble des droits qui seraient acquis lors du départ à la retraite, pondérés par la probabilité de présence des salariés à cette date, et répartis de manière linéaire, au prorata du temps de présence au 31 décembre 2024 par rapport au temps total dans l'association.

L'évaluation actuarielle des engagements au titre des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2024 s'élèvent à 723 103 €. Le calcul présente les caractéristiques suivantes :

- Mode de départ : à l'initiative du salarié
- Age de départ en retraite : non cadre - 64 ans / cadre – 65 ans
- Table de survie utilisée : INSEE H-F-2020-2022
- Taux de revalorisation des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation retenu : 3,40 %

Dettes garanties par des sûretés réelles :**Par l'EHPAD Résidence Perrine Thulard :**

Sur emprunt Crédit Mutuel d'un montant initial de :	3 300 000 €
Caution solidaire de la ville d'Evron et caution simple du département de la Mayenne (50%).	
Restant dû hors intérêts :	1 930 636 €
Montant des intérêts restant dus :	285 168 €

Par la MAS Le Bel Aubépin :

Sur emprunt Crédit Agricole d'un montant initial de :	2 100 000 €
Nantissement assurance-vie	
Restant dû hors intérêts :	1 850 337 €
Montant des intérêts restant dus :	95 028 €

Par l'EHPAD La Providence :

Sur emprunt CIC d'un montant initial de :	268 000 €
Sur emprunt CIC d'un montant initial de :	44 000 €
Caution solidaire du Conseil Général de la Sarthe à hauteur de 214 400 € (68.70%).	
Restant dû hors intérêts :	87 742€
Montant des intérêts restant dus :	3 494 €

Au 31 Décembre 2024 l'emprunt a été débloqué à hauteur de 5 280 000 €.

Sur emprunt Crédit Agricole d'un montant initial de :	1 730 000 €
Sur emprunt Crédit Agricole d'un montant initial de :	3 550 000 €
Caution collectivité publique	
Restant dû hors intérêts :	4 303 926 €
Montant des intérêts restant dus :	439 555 €

4. Les contributions volontaires en nature

En 2024, il a été réalisé une collecte auprès des responsables de l'association afin de pouvoir quantifier et comptabiliser l'apport des contributions volontaires en nature à notre association.

Compte-tenu du caractère non significatif et des difficultés quant à la quantification des heures réellement réalisées de manière suffisamment fiable, l'association n'a pas opté pour l'inscription en comptabilité de ces contributions volontaires.

5. Honoraires des commissaires aux comptes

Durant l'exercice 2024, les honoraires comptabilisés en charge dans les comptes de l'Association concernant la mission d'audit légal s'élèvent à 18 609 €, taxes comprises.